

BOUDJEMAÂ TALAI À LA CHAÎNE III :

«Un plan Marshall» est nécessaire pour Air Algérie

«Il faut des mesures choc pour renouer avec la ponctualité», tant dans le transport maritime qu'aérien, affirme, hier, Boudjemaâ Talai qui était l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la radio nationale.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Pour assurer la saison estivale dans de bonnes conditions, un plan de sauvetage, un «plan Marshall» est ainsi nécessaire, relèvera-t-il, pour la compagnie aérienne Air Algérie dont 50% des vols accusent des retards. «Cela n'est pas sérieux», considère le ministre des Transports qui estime que les choses doivent s'améliorer et appellera à agir en vue de «combler» les défaillances, remédier aux retards, à «se remettre en cause».

Dès le mois de septembre, des mesures approfondies en termes d'organisation, de mise à niveau et d'amélioration de la compétitivité d'Air Algérie mais aussi celle de Tassili Airlines seront impulsées, indiquera Boudjemaâ Talai.

Relevant par ailleurs que plusieurs infrastructures aéroportuaires «ne sont pas aux normes», le ministre des Transports estimera qu'il n'est pas interdit de revoir les

choses à l'étude» dans le cadre du plan national de développement sectoriel à l'horizon 2050.

À propos du rail

Un plan qui doit être également «revu» concernant le rail, «le moteur du développement économique», selon M. Talai, favorable au développement du transport par rail des marchandises. Ainsi, tous les ports devront être «connectés» au réseau ferroviaire pour l'acheminement des matières premières et marchandises, incite-t-il, évoquant une «réflexion» lancée en ce sens au niveau de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif).

A charge cependant que ce plan réponde à «une logique claire de développement» et tienne compte des «besoins, des flux». Rappelant la réalisation en cours de 2 000 kilomètres de voies ferrées supplémentaires, Boudjemaâ Talai indique que



Talai reconnaît que plusieurs infrastructures aéroportuaires ne sont pas aux normes.

la construction de lignes à grande vitesse est déjà lancée ainsi que celle de la rocade Est-Ouest. Interrogé sur le projet de ligne Thenia-Bordj Bou Arréridj, lancé en 2009 et qui a pâti de lenteurs et de problèmes contractuels, le ministre observera que le groupement sino-turc en charge de la réalisation devrait reprendre les travaux «dans les prochains jours». Au-

delà du problème de la grève des cheminots à Alger, Boudjemaâ Talai observe qu'il y a beaucoup de choses qui ne marchent pas» au niveau de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) et qu'il s'agit de «revoir».

Le groupe Cnan est «défaillant»

Concernant le transport maritime, Boudjemaâ Talai assure que le pavillon national est «en train d'être relancé» à travers notamment le renforcement de la flotte par l'acquisition de navires mais aussi la réorganisation du secteur public marchand.

Au menu d'une réunion prochaine du Conseil des participations de l'Etat (CPE), cette réorganisation vise le développement de groupes de transport «autonomes, qui créent de la croissance», selon Boudjemaâ Talai. Ce dernier constate ainsi que le grou-

pe Cnan a été «défaillant» même si des entreprises «à l'intérieur peuvent être récupérées».

D'autre part, le ministre des Transports a indiqué que les extensions projetées du Métro d'Alger pourront être réalisées en sous-terrain et en aérien au niveau de quelques tronçons. Toutefois, la réalisation d'un métro à Oran n'est pas envisagée, laisse-t-il entendre tout en affirmant qu'il n'y aura ni gel ni report» des projets sectoriels quand ils sont «rentables», «productifs» et que des modes de financement non budgétaire sont disponibles. Cela même si la réalisation de 150 km de rail coûte 2 milliards de dollars.

Le permis à points sera effectif

Estimant par ailleurs que la réduction des accidents de la route est l'affaire de tout le monde et que la régulation du transport urbain est impulsée, Boudjemaâ Talai assure que le permis à points sera effectif. «Vous le verrez à court-moyen terme», dira-t-il, dès que la commission intersectorielle en charge du dossier aura «régulé certains problèmes techniques».

«Celui qui aura perdu des points sera tenu de reprendre sa formation», affirmera ainsi le ministre qui précise que le récidiviste pourra être suspendu de permis à vie.

D'autre part, Boudjemaâ Talai a indiqué que les voyageurs pourront circuler à Alger durant le mois de Ramadhan et pendant toute la saison estivale jusqu'à 1 heure et demie et avec un billet unique sur le réseau bus-métro-tramway.

C. B.

La grève des cheminots, un problème de représentativité

«C'est un problème de représentativité», estimait hier le ministre des Transports, concernant la grève des cheminots qui se poursuivait hier à Alger.

Des travailleurs qui «se cherchent. Ils n'ont pas de fédération» pour les représenter, dira Boudjemaâ Talai qui considère qu'en l'absence de cette fédération, la direction générale de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) «n'a pas d'interlocuteur». Il estimera, ce faisant, que la situation pourrait être «dégelée» si une nouvelle représentation des travailleurs était installée comme escompté.

C. B.

TÉLÉPHONIE

MOBILE

Ghada Gebara
nommée directrice
générale de Djazzy



La société Optimum Télécom Algérie (Djazzy) a un nouveau directeur général (CEO). Dans un communiqué diffusé hier, VimpelCom annonce la nomination de Ghada Gebara, de nationalité française et Dg de l'opérateur mobile irakien Korek Telecom, au poste de CEO de la filiale algérienne. Elle travaillera en «étroite collaboration» avec le directeur général de Global Telecom Holding et président exécutif de Djazzy, Vincenzo Nesci, indique ce communiqué qui mise sur «sa connaissance du secteur et sa solide expérience pour booster les opérations de VimpelCom en Algérie en stimulant la croissance et l'amélioration de la performance».

C. B.

CONTREFAÇON

Le ministère du Commerce déclare la guerre

Le ministère du Commerce a réuni hier les directeurs de contrôle des 48 wilayas à Alger. Objectif : faire la guerre à la contrefaçon. Un séminaire international sur le phénomène sera organisé à la rentrée prochaine pour «copier» les expériences des autres pays en matière de lutte.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministre du Commerce qui reconnaît l'ampleur «considérable» que prend la contrefaçon en Algérie appelle à renforcer les dispositifs de contrôle.

Amara Benyounès, qui réunissait hier les cadres de son ministère et les agents de contrôle des directions de commerce des 48 wilayas, estime qu'en matière de texte, «on manque pour les faire appliquer à tous les cas de fraude».

Le ministre du Commerce a rappelé que le phénomène de la contrefaçon n'est pas dans sa phase de découverte. Ses directives à l'égard des agents de contrôle de son secteur c'est d'ouvrir bien les yeux pour détecter le vrai du faux. «Ne fermez pas les yeux sur certains problèmes. Il y a une contrefaçon difficile à détecter c'est vrai, mais il y a une contrefaçon vulgaire et facile à détecter», a-t-il indiqué.

Cette contrefaçon «vulgaire» ne devrait donc pas passer sous les yeux des contrôleurs, selon le premier responsable du secteur. D'ailleurs, la Direction du commerce de la wilaya d'Alger a exposé devant les agents une série d'exemples permettant de faire la différence entre un

produit original et un produit contrefait.

Le ministre du Commerce assimile la contrefaçon à l'informel. Le problème, dit-il, c'est son ampleur et son niveau devient «dangereux». En témoignent, souligne-t-il, les centaines de morts enregistrés chaque année en raison de chauffages à gaz qui ne répondent pas aux normes.

La contrefaçon industrielle n'est pas le seul problème qui révolte le ministre du Commerce, celle des droits d'auteurs aussi est un phénomène qui doit «avoir ses limites». «Tous les CD de nos chanteurs sont contrefaits, on ne devrait pas participer à ça, il y a des limites et on ne devrait pas fermer les yeux», a-t-il indiqué.

Benyounès a rappelé, cependant, que le marché est la deuxième étape de la contrefaçon. Il faut agir, dit-il, au niveau des frontières.

Le ministre a assuré que ses agents vont bénéficier de formations pour pouvoir combattre la contrefaçon. Le phénomène, dit-il, ne porte pas seulement préjudice à la santé du consommateur mais aussi à notre économie. La surfacturation, selon Amara Benyounès, est un grand problème en matière de transfert illicite



Benyounès déplore l'ampleur du phénomène.

de la devise. Le ministre a aussi rappelé la mise en place de deux registres de commerce dorénavant, pour l'importateur et l'exportateur. «Nous sommes l'un des rares pays au monde à avoir la fonction d'importateur», estime t-il. Par ailleurs, dit-il, le vrai problème en matière de com-

merce extérieur, c'est l'absence de normes. «Même si on arrive à mettre en place des normes, nous n'avons pas de laboratoires d'expertise pour pouvoir contrôler ces normes. Ce sont des contrôles documentaires et ils sont largement insuffisants. D'où l'instruction du Premier ministre d'envisager la possibilité de recourir à un certain nombre de bureaux d'expertise à l'échelle mondiale pour faire de la vérification avant que ces marchandises quittent leur pays d'origine», a-t-il indiqué.

Evoquant le sujet de l'octroi des licences d'importation pour les véhicules, il a indiqué «une étude a été faite, de toute façon nous allons certainement mettre en place des licences d'importation pour les voitures car ce sont 5 milliards de dollars d'importation et l'un des critères qui sera probablement retenu pour la mise en place des licences d'importation, c'est la déclaration de l'impôt sur le bénéfice et services».

S. A.

FACTURE D'IMPORTATION

1,2 milliard de dollars durant les 4 premiers mois de 2015

Le ministre du Commerce se félicite de la baisse de la facture d'importation. Celle-ci est estimée à 1, 2 milliard de dollars durant les quatre premiers mois de l'année en cours. Selon lui, «on arrive à mieux gérer la facture d'importation».

S. A.